

|  |
| --- |
| Liste de contrôle – Taxes à la consommation |

|  |
| --- |
| **© Ordre des comptables professionnels agréés du Québec.****Octobre 2024** |
| *Nous vous invitons à nous communiquer vos commentaires concernant cet outil par courriel à l’adresse suivante :* ***dp@cpaquebec.ca****.* |

**Liste de contrôle – Taxes à la consommation**

**Remerciements**

L'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec tient à exprimer ses remerciements à Benoit Vallée, CPA de Demers Beaulne S.E.N.C.R.L., qui a procédé à la mise à jour de cette liste de contrôle.

**DÉNI DE RESPONSABILITÉ**

Les produits et services (comprenant notamment le matériel didactique, les publications, les conférences ou formations en salle ou à distance) de l’Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (l’Ordre) et ceux offerts en association, ci-après appelés « produits et services », sont fournis selon les conditions décrites dans la présente aux membres de l’Ordre et au public afin de les guider ou de les conseiller. Les informations sont principalement fondées sur les lois, normes et règles en vigueur. Elles ne remplaceront jamais le jugement professionnel de la comptable professionnelle agréée ou du comptable professionnel agréé ou encore d’autres professionnelles ou professionnels.

Ces informations, de même que les commentaires et les réponses des personnes agissant à titre d’animatrices, de conférencières, d’auteures ou de conseillères, ne doivent pas être utilisées comme substitut à des missions confiées à des professionnelles et professionnels spécialisés. Elles sont données en fonction de la situation factuelle décrite et pourraient donc être incomplètes. Il est important de noter que les lois, les normes et les règles sur lesquelles sont fondées ces informations peuvent changer en tout temps et que, dans certains cas, les informations peuvent être sujettes à controverse.

Ni l’Ordre ni quelque personne que ce soit ayant participé à la préparation des produits et services ou ayant répondu à des questions de CPA ou du public ne peuvent être tenus responsables relativement à l’utilisation de ces produits ou services et ils ne sont tenus à aucune garantie de quelque nature que ce soit découlant de ces produits ou services. Les informations données ne lient pas, par ailleurs, l’Ordre ou, de façon particulière, le Bureau du syndic de l’Ordre.

La personne qui sollicite les produits ou les services assume l’entière responsabilité de sa démarche ainsi que tous les risques liés à l’utilisation des informations qui lui sont fournies. Elle consent à exonérer l’Ordre à l’égard de toute demande en dommages et intérêts qui pourrait être intentée par suite de toute décision qu’elle aurait pu prendre en fonction de ces informations. Elle reconnaît également avoir accepté de ne pas faire état de l’assistance reçue par l’intermédiaire des produits ou les services dans les avis exprimés ou les positions prises.

*Note : Les pages qui suivent n’ont pas été rédigées selon les principes de la rédaction inclusive par souci de conformité au vocabulaire utilisé dans les différents ouvrages de référence, lois, règlements, rapports et guides auxquels le présent matériel pédagogique fait référence. Les appellations au masculin générique doivent être interprétées comme inclusives de toute personne.*

**Liste de contrôle – Taxes à la consommation**

**Description de l’outil**

**Résumé**

La liste de contrôle a pour but de donner aux CPA une approche et un outil afin de l’aider à apprécier adéquatement les risques liés aux taxes à la consommation dans le cadre de toute mission.

**Mise à jour – Octobre 2024**

Cette nouvelle mise à jour intègre les modifications de la *Loi sur la taxe d’accise* (LTA) pour la TPS, de la Loi sur la taxe de vente du Québec (LTVQ) et de celles afférentes à la TVH jusqu’au 1er juillet 2024.

**Contenu**

* Définitions et concepts
* Appréciation des risques
* Compréhension de l’entité et de l’environnement du contrôle interne
* Réponse aux risques en taxes à la consommation et consignation des résultats

**Clientèle cible**

Les CPA en cabinet, les CPA en entreprise et les CPA du secteur public.

**Mise en garde concernant les modifications apportées à *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé***

Notez que des modifications à la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* sont entrées ou entreront en vigueur le 22 septembre 2022, le 22 septembre 2023 et le 22 septembre 2024.

Nous vous invitons à consulter les ressources suivantes pour plus de détails sur vos nouvelles obligations à l’égard des renseignements personnels obtenus dans le cadre de vos activités (certification, conformité fiscale, paies, etc.) :

* Formation « Protection des renseignements personnels : Quelles sont vos obligations? »

[https://vivo.cpaquebec.ca/web/mycatalog/viewp?pid=a3hxxmxkpphrgbj6woakvq%3d%3d&id=9ujg0w5zv%2by2t0nsp6ju%2bq%3d%3d&cvstate=cvsrch=loi%2025](https://can01.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fvivo.cpaquebec.ca%2FWeb%2FMyCatalog%2FViewP%3Fpid%3Da3HXxMXKppHRgbj6woAkVQ%253d%253d%26id%3D9UJg0w5zv%252bY2T0nSP6jU%252bQ%253d%253d%26cvState%3DcvSrch%3Dloi%252025&data=05%7C01%7Csfaucher%40cpaquebec.ca%7C9cb7c62cf9dc4e18ed6708dbbad2d783%7C88cdf2a7203d408ca5f6de83266fa5cd%7C0%7C0%7C638309186936554393%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWIjoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzIiLCJBTiI6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=cenhy06324P1TApx7S9Wv8ooAFKl19h23U%2F5WXPFKg4%3D&reserved=0)

* Aide-mémoire, pistes d’action et bonnes pratiques de la Commission d’accès à l’information du Québec
* <https://www.cai.gouv.qc.ca/commission-acces-information/guide-fiches-information>
* Aperçu des principaux changements aux lois sur la protection des renseignements personnels

<https://www.cai.gouv.qc.ca/protection-renseignements-personnels/sujets-et-domaines-dinteret/principaux-changements-loi-25?principales-modifications/septembre-2023/>

* Aide-mémoire concernant la Loi 25 et « test éclair de conformité » du Barreau du Québec

[https://www.barreau.qc.ca/media/deknztxe/aide-memoire-loi-25.pdf](https://can01.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fwww.barreau.qc.ca%2Fmedia%2Fdeknztxe%2Faide-memoire-loi-25.pdf&data=05%7C01%7Csfaucher%40cpaquebec.ca%7C9cb7c62cf9dc4e18ed6708dbbad2d783%7C88cdf2a7203d408ca5f6de83266fa5cd%7C0%7C0%7C638309186936554393%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWIjoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzIiLCJBTiI6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=oW0uepyFGYqql%2FxRm%2BRaerRcRJ6wo186PNe91RPZ2nY%3D&reserved=0)

* Dossier spécial sur la Protection des renseignements personnels du Centre d’accès à l’information juridique (CAIJ)

[https://www.caij.qc.ca/dossier/projet-de-loi-n-64-loi-modernisant-des-dispositions-legislatives-en-matiere-de-protection-des-renseignements-personnels-clone](https://can01.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fwww.caij.qc.ca%2Fdossier%2Fprojet-de-loi-n-64-loi-modernisant-des-dispositions-legislatives-en-matiere-de-protection-des-renseignements-personnels-clone&data=05%7C01%7Csfaucher%40cpaquebec.ca%7C9cb7c62cf9dc4e18ed6708dbbad2d783%7C88cdf2a7203d408ca5f6de83266fa5cd%7C0%7C0%7C638309186936554393%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWIjoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzIiLCJBTiI6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=mZ6vl98RflgFzI%2B0ZDyOWsrksvUNsEoCsOGcQjq3M%2Bc%3D&reserved=0)

* Site de l’Ordre des CPA du Québec

<https://cpaquebec.ca/fr/salle-de-presse/nouvelles-et-publications/la-protection-des-renseignements-personnels-ca-vous-concerne/>

**MISE EN GARDE**

***Objectifs de la liste de contrôle***

La liste de contrôle a pour but de donner à l’auditeur une approche et un outil afin de l’aider à apprécier adéquatement les risques liés aux taxes à la consommation dans le cadre de toute mission (de vérification, d’examen, de compilation ou d’un autre mandat spécial).

Le but de la liste de contrôle est de consigner l’appréciation globale des risques relatifs à la mission et les procédés de revue de base à faire en matière de taxes à la consommation, de fournir une liste des erreurs les plus courantes dans le secteur d’activités particulier du client, d’acquérir une compréhension de l’entité et de l’environnement de contrôle interne en relation avec les taxes de vente et d’appliquer une stratégie de travail afin de déterminer la nature, l’étendue et le calendrier des travaux de revue en matière de taxes à la consommation.

La liste de contrôle n’est pas une fin en soi et ne saurait remplacer le jugement du professionnel. Celui-ci doit de plus être à l’affût de tout changement prévu pouvant influencer dans un proche avenir son approche de travail.

***Description***

La liste de contrôle en taxes à la consommation comprend les sections suivantes :

1. Planification du travail en taxes à la consommation
2. Appréciation des risques
3. Compréhension de l’entité et de l’environnement du contrôle interne
4. Réponses aux risques en taxes à la consommation et consignation des résultats

Dans cette liste de contrôle, les concepts suivants ont le sens défini ci-après :

**Le « risque inhérent »** est le risque qu’une erreur d’importance se produise (en taxes à la consommation). Les règles de base en matière d’assujettissement varient d’un régime de taxes de vente à l’autre. Cependant, un manquement à celles-ci ne conduit pas nécessairement à une erreur d’importance. Par ailleurs, des erreurs de conformité portant sur l’inscription, la préparation des déclarations de taxes de vente, l’assujettissement des fournitures, la réclamation de CTI-RTI et/ou remboursements, les normes de documentation à l’appui des crédits et remboursements demandés et l’obtention des documents requis permettant la détaxation, peuvent souvent conduire à des erreurs d’importance.

**Le « risque de non-contrôle »** est le risque que les contrôles internes n’assurent pas la prévention ou la détection d’une inexactitude importante.

Le calcul automatique des taxes et des crédits est usuel dans les systèmes comptables modernes et celui-ci peut faciliter grandement les tâches administratives relatives à la perception des taxes et à la réclamation des crédits de taxes. Toutefois, des erreurs d’importance peuvent résulter d’une réclamation systématique de CTI-RTI à l’égard d’achats, sans distinction pour ceux non assujettis, par ailleurs, aux taxes.

**Le risque « significatif »** est le risque qui exige une attention particulière dans le cadre de la vérification.

**Le risque « d’entreprise »** est le risque découlant :

* Soit de conditions, d’événements, de circonstances, d’actions ou d’inactions significatifs qui pourraient avoir une incidence négative sur la capacité de l’entité d’atteindre ses objectifs et de mettre à exécution ses stratégies;
* Soit de l’établissement d’objectifs et de stratégies inappropriés.

**Le risque de non-détection** est le risque résiduel qu’une erreur importante n’ayant pas été décelée par les contrôles internes ne le soit pas non plus par des procédés alternatifs.

Les procédés de corroboration, lorsqu’ils peuvent être appliqués en matière de taxes à la consommation, peuvent procurer une certaine assurance face à ce risque. Cependant, il est essentiel de s’être assuré, au préalable, que l’assujettissement des fournitures était adéquat et la réclamation des CTI-RTI justifiée. En effet, une personne qui perçoit des taxes sur toutes ses fournitures, croyant effectuer des fournitures taxables, et qui déclare celles-ci intégralement aux autorités fiscales, peut être perçue comme n’étant pas à risques. Cependant, si les fournitures qu’elle effectue sont exonérées, cette personne n’a pas droit à des CTI-RTI, alors qu’elle les aura probablement réclamés intégralement.

LISTE DE CONTRÔLE

Planification du travail en taxes

à la consommation

**TAXES À LA CONSOMMATION ET AUTRES**

**Nom de l’entreprise :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Exercice financier :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **complété** **oui/non** | **commentaires ou renvoi** |
|  |  |  |  |  |
|  | I- Appréciation des risques  |  |  |
|  |  |  |  |
|  | **II- Compréhension de l’entité et de l’environnement du contrôle interne** |
|  | Partie A :  | Informations générales |  |  |
| Partie B : | Administration et registres |  |  |
| Partie C : | Achats – fournisseurs |  |  |
| Partie D : | Transactions et cas particuliers |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  | **III- Réponses aux risques en taxes à la consommation et consignation des résultats** |
|  | Partie A : | Procédés |  |  |
| Partie B : | Consignation des résultats de la revue |  |  |
| Partie C : | Rapports produits |  |  |
| Partie D | Recommandations pour optimiser la situation fiscale |  |  |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Préparée par

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Révisée par

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date

Le superviseur

**I- Appréciation des risques**

**Nom de l’entreprise :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Exercice financier :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Importance relative :** **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

# I- NATURE DE LA MISSION EN MATIÈRE DE TAXES À LA CONSOMMATION (incluant procédures d’acceptation d’un nouveau mandat ou de reconduction)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Oui** | **Non** | **S.O.** |
| * Support d’opinion (travaux standards)
	+ Directives particulières de l’associé
 |  |  |  |
|  |  |  |
| * Satisfaction des besoins des clients
	+ Attentes du client (exprimées ou non)
	+ Proactivité du bureau
 |  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| * Mandat spécial (revue diligente, évaluation…)

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| * Procédures particulières (nouveau mandat, nouvelles normes canadiennes d’audit, secteur à risque, société publique…)
 |  |  |  |

# II- NATURE ET NIVEAU DES RISQUES

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Nature des risques** | **Élevé** | **Modéré** | **Faible** |
| 1) | Risques de la mission |  |  |  |
| 2) | Risques inhérents aux taxes à la consommation |  |  |  |
| 3) | Risques de non-contrôle |  |  |  |
| 4)  | Risques de non-détection |  |  |  |

###### Appréciation des risques (suite)

# III- PLANIFICATION ET MISE EN ŒUVRE DES PROCÉDÉS D’APPRÉCIATION DES RISQUES EN TAXES À LA CONSOMMATION

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Oui** | **Non** | **S.O.** |
|  |  |  |  |
| * Recueil d’informations quasi permanentes
 |  |  |  |
| * Procédés de base « standards »
 |  |  |  |
| * Liste des erreurs les plus courantes (voir annexe 2)
 |  |  |  |
| * Procédés particuliers (joindre liste)
 |  |  |  |

|  |
| --- |
| **IV- PLANIFICATION DES RAPPORTS ET RENCONTRES** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| (Consigner tout rapport à la Section III, Partie C) | **Oui** | **Non** | **S.O.** |
|  |  |  |  |
| * Support d’opinion (verbal ou écrit)
 |  |  |  |
| * Sommaire exécutif (liste des éléments sur lesquels un suivi est requis)
 |  |  |  |
| * Mémo au dossier (si requis ou sur demande)
 |  |  |  |
| * Mémoire de recommandations (sur demande)
 |  |  |  |
| * Rencontre du client avec le spécialiste
 |  |  |  |

|  |
| --- |
| **V- CALENDRIER DES INTERVENTIONS D’UN SPÉCIALISTE (À COMPLÉTER LORSQUE L’INTERVENTION D’UN SPÉCIALISTE EN TAXES À LA CONSOMMATION EST NÉCESSAIRE)** |
| 1. Nom du spécialiste
 |  |
| 1. Date prévue de la planification avec le spécialiste des informations requises à recueillir par l’équipe de vérification
 |  |
| 1. Date prévue de la révision par le spécialiste

(N. B. Le travail sur place devrait être avancé à 90 % et les informations requises en matière de taxes devraient être recueillies) |  |
| 1. Date de délivrance des états financiers
 |  |
| 1. Date prévue du rapport de mission
 |  |
| 1. Date de discussion des recommandations avec le client
 |  |
| 1. Budget prévu pour le mandat (en taxes à la consommation)
 | $ |
|  |  |
| Associé/responsable du client |
|  |

LISTE DE CONTRÔLE

II- Compréhension de l’entité et de l’environnement du contrôle interne

**TAXES À LA CONSOMMATION ET AUTRES**

**Nom de l’entreprise**: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Exercice financier**: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

# No TPS : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ No TVQ : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**□ Inscrit dans d’autres provinces (question 4)**

###### No d’entreprise du Québec (NEQ) :

**Secteur d’activité**

| **Cocher si le procédé doit être effectué** | **oui ou non et/ou****commentaires et/ou****renvoi au dossier** |
| --- | --- |
|  | **Partie AInformations générales** |  |
|  | 1. | * Nom légal de l’entreprise :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* Adresse :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
|  |  | Autres noms commerciaux sous lesquels l’entreprise fait affaire, ou marques de commerce :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Les informations courantes sont-elles reflétées adéquatement au registre des entreprises du Québec (joindre une copie du registre à jour)? |  |
|  | 2. | Statut juridique**□** Particulier**□** Société de personnes**□** Société par actions**□** Coentreprise**□** Fiducie**□** OBNL (cocher toutes les cases applicables) **□** Gouvernement **□** Organisme de bienfaisance **□** Administration hospitalière **□** Administration scolaire (du primaire ou du secondaire) **□** Collège **□** Université **□** Municipalité**□** Autre (décrire) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
|  | 3. | L’entreprise (l’entité juridique) effectue-t-elle des ventes dans d’autres provinces ou territoires au Canada?Si oui, dans quel(le) ou quel(le)s province(s) ou territoires?**□** Alberta**□** Colombie-Britannique**□** Manitoba**□** Ontario**□** Nouvelle-Écosse**□** Nouveau-Brunswick**□** Île-du-Prince-Édouard**□** Saskatchewan**□** Terre-Neuve-et-Labrador**□** Territoire du Nord-Ouest**□** Nunavut **□** Yukon |  |
|  | 4. | a) L’entreprise est-elle tenue de s’inscrire à la taxe d’autres provinces? Veuillez cocher les provinces visées.**□** Colombie-Britannique**□** Manitoba**□** Saskatchewan |  |
|  | 4. | b) L’entreprise perçoit-elle de la taxe de vente d’autres provinces? Veuillez cocher les provinces visées.**□** Colombie-Britannique**□** Manitoba**□** Saskatchewan |  |
|  |  | * Veuillez joindre au dossier une copie du certificat d’enregistrement comme vendeur dans chaque province concernée.
 |  |
|  |  | * Veuillez indiquer au dossier ce qui a motivé l’enregistrement dans les provinces concernées (obligation légale ou décision d’affaires).
 |  |
|  | 4. | c) L’entreprise effectue-t-elle des contrats d’entreprise dans d’autres provinces? Le cas échéant, s’est-elle conformée aux règles en matière d’inscription, de cautionnement et de déclaration? A-t-elle déclaré aux autorités provinciales ces contrats? |  |
|  | 5. | L’entreprise possède-t-elle des bureaux en dehors du Canada (décrire)?\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
|  | 6. | Veuillez joindre en annexe une description précise de la nature des activités de l’entreprise. |  |
|  |  | **Nature des activités**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | **Revenus annuels**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | **% des revenus**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  | 7. | Veuillez compléter les informations suivantes : joindre annexe si nécessaire. | **□ Annexe incluse** |
| **Personnes associées** | **Revenus annuels** | **No de TPS** | **No de TVQ** | **Autres numéros****de taxe** | **Décrire** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  | Joindre un organigramme. |  |
|  | 8. | L’entreprise perçoit-elle des taxes pour le compte d’une autre personne (veuillez décrire la situation et les modalités de versement des taxes – ex. : prête-nom, mandataire, coentreprise)?Dans le cas d’un prête-nom dans l’immobilier, l’entreprise a-t-elle suffisamment d’activités pour justifier le maintien de son inscription en taxes? Les états financiers reflètent-ils ce niveau d’activités? Obtenir une copie du mandat et indiquer si ce statut a été dévoilé aux autorités fiscales et quand cela a été fait. Depuis le 17 mai 2019, Revenu Québec a rendu obligatoire la divulgation de tous les contrats de prête-nom au moyen d’un formulaire prescrit (TP-1079.PN). Un choix de coentreprise (art. 273 LTA) est-il en vigueur? S’est-on assuré qu’il soit valide, notamment si un prête-nom a été désigné l’opérateur de la coentreprise?  |  |
|  | 9. | L’entreprise perçoit-elle ou rend-elle compte d’autres taxes? Veuillez cocher et préciser, s’il y a lieu, les juridictions visées.**□** Taxe sur l’hébergement**□** Taxe sur les primes d’assurance (préciser la ou les provinces)**□** Taxe sur le transport aérien**□** Taxe sur les carburants**□** Taxe sur le tabac**□** Droit sur les pneus neufs**□** Taxes ou droits d’accise (tabac, essence, climatiseurs…)**□** Taxes et droits sur les boissons alcoolisées**□** Taxes sur l’environnement (décrire et indiquer la juridiction)**□** Autres taxes (décrire et indiquer la juridiction)\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | **□ Québec □ Ontario****□ Manitoba □ TNL****□ Saskatchewan** |
|  | **Partie BAdministration et registres** |  |
|  | 1. | Fréquence de production des déclarations de TPS/TVH-TVQ : (confirmer si adéquat). Joindre une copie de la dernière déclaration produite pour l’exercice (électronique ou papier).**□** Mensuelle**□** Trimestrielle**□** AnnuelleLe client devrait-il produire de façon électronique s’il y a lieu?Le client produit-il toujours en temps opportun ses déclarations de taxes? |  |
|  | 2. | L’entreprise a-t-elle choisi une méthode comptable simplifiée pour rendre compte des taxes pour réclamer ses CTI-RTI ou pour réclamer ses remboursements partiels?Joindre copie du choix effectué, si applicable.Le client avait-il le droit de choisir cette méthode et révise-t-il périodiquement son admissibilité à celle-ci? |  |
|  | 3. | L’entreprise a-t-elle effectué d’autres choix fiscaux?Choix à produire auprès des autorités fiscales**□** Choix entre personnes étroitement liées (FP-4616)**□** Choix lors de la vente d’une entreprise (FP-2044)**□** Choix de rendre taxable la fourniture d’un immeuble autrement exonérée (FP-2626)Choix à conserver au dossier**□** Choix de coentreprise (FP- 621) **□** Choix de rendre compte des taxes comme mandataire (FP- 2506)**□** Autres choix (décrire)**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
|  | 4. | Les conditions d’admissibilité de ces choix sont-elles toujours remplies?  |  |
|  | 5. | L’entreprise a-t-elle déjà fait l’objet d’une vérification?Années visées : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Droits cotisés : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Éléments cotisés (décrire) :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Joindre une copie de la correspondance avec les autorités fiscales, des avis de cotisation en question et des avis d’opposition, s’il y a lieu.Si l’entreprise a demandé le rapport de vérification à RQ, obtenir ce rapport.La situation cotisée a-t-elle été corrigée? |  |
|  | 6. | L’entreprise a-t-elle déjà présenté une demande d’interprétation ou de décision aux autorités fiscales (joindre, s’il y a lieu, la correspondance)? |  |
|  | 7. | Des comptes de TPS/TVH-TVQ distinct sont-ils prévus pour les taxes perçues sur les ventes et celles payées sur les achats? |  |
|  | 8. | Les comptes de TPS/TVH-TVQ sont-ils remis à zéro après la production des déclarations de taxes? |  |
|  | 9. | Le client est-il sous entente avec les autorités fiscales pour la perception/versement de droits ou taxes spécifiques tels le carburant, le tabac, les boissons alcoolisées? Joindre, le cas échéant, une copie de toute entente conclue. |  |
|  | **Partie CVentes – Clients – Points particuliers** |  |
|  | 1. | Veuillez remplir l’Annexe 1 et documenter au besoin selon le type d’interventions/ventes applicables au client. |  |
|  | 2. | Le client applique-t-il bien les règles sur le lieu de fourniture aux fins de la TVH et de la TVQ? |  |
|  | 3. | Le client vend-il ses biens ou ses services à des personnes non résidentes?Le cas échéant, vérifie-t-il que ces personnes sont non résidentes et non inscrites selon le cas? |  |
|  | 4. | Le client est-il impliqué dans des situations de livraisons directes? Documenter. |  |
|  | 5. | L’entreprise est-elle un intermédiaire financier? Si oui, comment traite-t-elle ses sources de revenus? |  |
|  | 6. | Autres situations particulières – décrire. |  |
|  | **Partie D****Achats – Fournisseurs**  |  |
|  | 1. | L’entreprise conserve-t-elle en dossier une liste à jour des numéros d’inscription TPS/TVH et TVQ de ses fournisseurs? |  |
|  | 2. | Veuillez décrire comment l’entreprise valide les numéros d’inscription (TPS/TVH et TVQ) de ses fournisseurs. |  |
|  | 3. | L’entreprise a-t-elle effectué le déboursé de certaines factures pour le compte d’une autre personne (veuillez décrire les circonstances et les règles observées)? Le cas échéant, qui a réclamé les CTI-RTI?\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
|  | 4. | L’entreprise s’assure-t-elle que les factures des fournisseurs sont faites à son nom et respectent les autres normes documentaires prescrites? (Décrire brièvement les contrôles en place.) |  |
|  | 5. | L’entreprise transige-t-elle avec des fournisseurs dont elle est tenue d’obtenir une attestation de conformité fiscale (entrepreneur, entreprises de prêt de personnel)?Précisez :  |  |
|  | 6. | L’entreprise est-elle une **Grande Entreprise** (GE) aux fins de la TVQ? (en raison du seuil de ses fournitures taxables et celles des personnes associées)? 1Les restrictions sont abolies en Ontario depuis le 1er juillet 2018. Elles le sont également au Québec depuis le 1er janvier 2021 et depuis le 1er avril 2021 à l’IPÉ.  |  |
|  | 7. | Veuillez décrire les bases de répartition des taxes payées sur les intrants, le cas échéant (lorsque l’entreprise réalise des fournitures taxables et exonérées). |  |
|  | 8. | Les méthodes suivies pour la réclamation de CTI-RTI sur les rapports de dépenses et allocations aux employés sont-elles adéquates? |  |
|  | 9. | Les méthodes suivies pour la réclamation de CTI-RTI sur les acquisitions d’immobilisations sont-elles adéquates? |  |
|  | 10. | Pour les acquisitions d’immeubles taxables par un inscrit, l’entreprise a-t-elle procédé adéquatement à leur déclaration auprès des autorités fiscales et en temps opportun? |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Partie E****Transactions et cas particuliers** |  |
|  | 1. | L’entreprise a-t-elle fait l’objet d’une réorganisation (transfert d’actifs, fusion, liquidation, etc.) au cours de l’exercice (décrire et préciser les incidences de taxes)? |  |
|  | 2. | L’entreprise a-t-elle reçu ou payé une indemnité en raison d’un litige (ex. : résiliation d’un contrat, dommages, assurances) au cours de l’exercice (veuillez décrire les circonstances)? |  |
|  | 3. | L’entreprise transige-t-elle avec des personnes liées ou associées? Précisez la nature de ces transactions et le traitement de taxes suivi. |  |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Préparée par Préparée par

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date Date

LISTE DE CONTRÔLE

III- Réponses aux risques en taxes à la consommation et consignation des résultats

**TAXES À LA CONSOMMATION ET AUTRES**

**Nom de l’entreprise :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Exercice financier :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

| **Cocher si le procédé doit être effectué** | **oui ou non ou****commentaires ou****renvoi au dossier** |
| --- | --- |
|  | Partie AProcédés |  |
|  | 1. | a) Préparer un sommaire, par période de déclaration, des informations apparaissant sur les déclarations de taxes de vente et aux livres en prenant soin d’indiquer les dates suivantes :* Date de production
* Date du paiement
* Date d’encaissement des remboursements s’il y a lieu

b) Nouveau client :* Concilier les soldes de taxes à recevoir et/ou à payer aux états financiers de l’année précédente et s’assurer que ce solde est courant;
* Établir globalement les statistiques de ventes taxables, de taxes perçues et de taxes nettes pour les deux exercices précédents. Dégager ou remettre en question tout écart inhabituel.
 |  |
|  | 2. | Statut de taxes des différentes sources de revenus de la personne. Veuillez concilier les revenus par nature avec les revenus totaux. Aux fins de cette description, les ventes de biens ou de services effectuées au Québec doivent être distinguées des ventes de biens hors du Québec (ou hors du Canada). |  |
|  | 3. | Corroborer les taxes perçues (facturées) avec les revenus taxables, par nature, par province. Veuillez justifier l’écart s’il y a lieu et préciser le niveau d’assurance que vous procure ce test. Le cas échéant, veuillez indiquer pourquoi ce test ne peut être effectué. Voir l’annexe 1 pour certaines causes possibles d’écarts. |  |
|  | 4. | Veuillez décrire les procédures suivies afin de réclamer les taxes payées à l’égard des déboursés effectués. La description devrait inclure également les systèmes et contrôles en place. |  |
|  | 5. | Veuillez préciser si des procédures sont prévues et appliquées concernant les déboursés n’ouvrant pas droit à la réclamation des taxes. S’il y a lieu, veuillez préciser si le client a une bonne connaissance des restrictions usuelles en TPS/TVH et en TVQ, y compris les RTI et CTI (TVH) restreints pour les grandes entreprises.  |  |
|  | 6. | Dans la mesure où certains revenus identifiés sont exonérés, veuillez préciser si les procédures suivies permettent une répartition raisonnable des intrants entre les activités taxables et exonérées. Si possible, joindre une description des procédures suivies. |  |
|  | 7. | Dans le cas d’institutions financières visées, en TPS et TVQ, par les nouvelles exigences en matière de répartition des intrants aux fins des CTI-RTI, le client semble-t-il appliquer adéquatement ces règles? |  |
|  | 8. | Veuillez préciser si les activités effectuées et/ou des changements dans celles-ci sont susceptibles d’avoir des incidences de taxes à l’égard desquelles elle doit rendre compte.1er exemple : 1re location résidentielle d’un immeubled’habitation* À la suite de sa construction
* À la suite de sa conversion (en un immeuble d’habitation)
* À la suite des rénovations majeures
 |  |
|  |  | 2e exemple : Changement dans les activités (ou choix effectués) entraînant un changement d’usage dans les biens en immobilisation (immeubles et biens meubles corporels) 3e exemple : Importation de biens et services par une personne n’ayant pas le droit de récupérer intégralement des CTI-RTI.* Services financiers exonérés
* Services de santé
* Location résidentielle
* Services d’enseignement
* Autre organisme du secteur public, ou entreprise
* Personne non inscrite (particulier, organisme ou entreprise)
 |  |
|  | 9. | Dans la mesure où l’entreprise n’a pas droit à un CTI-RTI intégral, celle-ci a-t-elle acquis des biens ou services de personnes avec lesquelles elle a un lien de dépendance et, si oui, ces fournitures ont-elles été réalisées à leur juste valeur marchande? |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Partie BConsignation des résultats de la revue |  |
|  | **I- Système de ventes – comptes clients – encaissements** |  |
|  | 1. | L’entreprise a-t-elle facturé la TPS/TVH et la TVQ correctement sur toutes ses fournitures taxables effectuées au Canada? |  |
|  | 2. | La société a-t-elle perçu et déclaré adéquatement les autres taxes de vente et spécifiques? Le cas échéant, les calculs et les reports au grand livre sont-ils adéquats? |  |
|  | 3. | L’entreprise a-t-elle facturé des taxes par erreur? |  |
|  | **II- Système achats – comptes fournisseurs – décaissements** |  |
|  | 1a) | La documentation nécessaire pour avoir droit de réclamer des CTI, des RTI ou des remboursements a-t-elle été obtenue des fournisseurs (veuillez commenter)?Note : Dans le cas des secteurs plus à risques (construction, vêtements, restauration…) d’autres mesures sont-elles prévues pour démontrer la diligence de l’entreprise? |  |
|  | 1b) | Le client a-t-il obtenu les attestations de conformité fiscale requises de certains de ses fournisseurs? |  |
|  | 2. | L’entreprise a-t-elle réparti de façon raisonnable et adéquate ses CTI-RTI le cas échéant? |  |
|  | 3. | Le client a-t-il respecté les restrictions générales et particulières imposées en TPS/TVH et TVQ? |  |
|  | 4. | Les CTI-RTI se rapportent-ils à des activités commerciales de l’entreprise? |  |
|  | 5.  | Les remboursements réclamés sont-ils justifiés et documentés? |  |
|  | 6. | Des CTI – RTI réclamés à l’égard d’honoraires de gestion intersociétés sont-ils bien documentés. |  |
|  | **III- Général** |  |
|  | 1. | Les taxes perçues et les remboursements sont-ils déclarés/réclamés par la bonne entité? |  |
|  | 2. | Les déclarations et versements de taxes ont-ils été effectués dans les délais prescrits? |  |
|  | 3. | A-t-on effectué une conciliation générale des taxes déclarées (perçues et réclamées) avec les registres comptables et obtenu des explications pour les écarts significatifs?  |  |
|  | 4. | **Transactions particulières** (réorganisations, ventes d’immeubles, ventes d’entreprises…)1. A-t-on traité de façon adéquate les incidences de taxes relatives aux transactions particulières (réorganisations, vente et acquisition d’immeubles, vente d’entreprises…)?
2. De nouveaux choix pour remplacer ceux en vigueur avant ces réorganisations ont-ils été effectués?
3. De nouvelles inscriptions étaient-elles requises?
4. A-t-on bien documenté ces transactions?
 |   |
|  | 5. | Pour les ventes ou acquisitions d’immeubles, les actes de transfert (notariés ou autres) prévoient-ils les clauses de taxes appropriées?Le statut de taxe indiqué est-il adéquat?A-t-on validé les numéros de taxes de l’acquéreur?La responsabilité en matière de perception ou de déclaration des taxes relative à la transaction est-elle bien établie et reflétée? |  |
|  | 6. | Si l’entreprise a été impliquée dans un litige avec un fournisseur ou un client, le traitement de taxe suivi à l’égard du règlement intervenu est-il approprié? |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Partie CRapports produits |  |
|  |  | Liste des rapports ci-joints : |  |
|  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Partie DRecommandations pour optimiser la situation fiscale |  |
|  |  |  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |

**Annexe 1**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Oui/Non** | **Renvoi** |
| Ventes en consignation |  |  |
| Contrepartie payée par versements (ou fournitures prévues en vertu d’une convention) |  |  |
| Ventes d’immeubles |  |  |
| Ventes sans contrepartie monétaire (troc) |  |  |
| Ventes à des gouvernements (fédéral ou provinciaux) |  |  |
| Ventes aux Indiens, bandes indiennes ou entités mandatées par une bande |  |  |
| Exportations |  |  |
| Acomptes sur ventes |  |  |
| Dépôts |  |  |
| Retenues sur contrats |  |  |
| Dons ou subventions (achat vs intérêt public) |  |  |
| Escompte pour paiement rapide |  |  |
| Escompte sur volume |  |  |
| Retours de marchandises |  |  |
| Coupons rabais ou chèques-cadeaux |  |  |
| Intérêts/pénalités pour paiement en retard |  |  |
| Dommages et autres paiements suite à un litige |  |  |
| Reprises de marchandises |  |  |
| Autres (décrire) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |  |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Préparée par Préparée par

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date Date

**ANNEXE 2**

**Liste d’erreurs fréquentes**

**en matière de taxes de vente**

**Taxes facturées non remises aux autorités fiscales ou en temps opportun**

1. Des taxes facturées sont comptabilisées dans les revenus.
2. Les taxes sont remises lors de l’encaissement au lieu de la date due.
3. Le calcul des taxes incluses dans les prix est sous-évalué.
4. Les taxes ne sont pas déclarées adéquatement ou au bon palier de gouvernement, (erreur de remise TVQ vs TVH ou TPS).
5. Des taxes réputées incluses dans un règlement négocié ne sont pas considérées ni remises.

**Des taxes n’ont pas été facturées (ou calculées) ni versées aux autorités fiscales**

1. Les choix pertinents entre personnes étroitement liées n’ont pas été produits, sont devenus caducs à la suite d’une réorganisation ou ne sont simplement pas valides.
2. Une personne se croit petit fournisseur et ne l’est plus (par exemple parce qu’elle est associée à une personne en AC).
3. Les taxes sur les transactions de troc ne sont pas facturées.
4. Des avantages imposables sont calculés et les taxes applicables ne sont pas calculées ou versées.
5. Un constructeur ne s’est pas autocotisé ou ne l’a pas fait à temps à l’égard d’un immeuble d’habitation ou son calcul de la juste valeur marchande (valeur assujettie) n’est pas adéquat.
6. Le calcul des taxes et des remboursements pour habitation neuve inclus[[1]](#footnote-2) dans les prix n’est pas adéquat.
7. Les règles sur le lieu de fourniture sont mal appliquées.

**Des CTI-RTI ou des déductions ont été réclamés indûment ou sans la documentation appropriée**

1. La taxe de vente provinciale d’une autre province que le Québec est réclamée comme RTI.
2. Aucune note de crédit n’est émise lors d’ajustements de contreparties ou de taxes, mais les taxes ajoutées au redressement sont réclamées.
3. La taxe sur les primes d’assurance du Québec (9 %) est réclamée comme RTI.
4. Des réductions de taxes nettes sont comptabilisées sans être documentées.
5. Des CTI-RTI sont réclamés à l’égard de dépenses appartenant à une autre personne.
6. Des CTI-RTI sont réclamés à l’égard de dépenses appartenant à des sous-traitants ou à des sociétés liées.
7. Les normes de documentation pour réclamer les CTI-RTI ne sont pas respectées (voir « ***Renseignements nécessaires à une demande de CTI-RTI »*** ci-dessous).
8. L’inscrit est un organisme de bienfaisance et applique de façon incorrecte les exonérations de taxes et réclame des CTI-RTI sans tenir compte de l’existence de la méthode obligatoire prescrite pour calculer sa taxe nette.
9. Le constructeur accorde le RHN à un acheteur qui n’est pas un particulier, ou à l’égard d’une habitation qui ne sera pas occupée à des fins résidentielles (responsabilité solidaire), ou sans avoir obtenu du particulier admissible les formulaires de remboursement requis pour supporter les remboursements.
10. La personne qui accorde les RHN n’est pas le constructeur (ex. : vente du terrain et contrat d’entreprise).
11. Le constructeur crédite les remboursements pour immeuble d’habitation locatif neuf à l’acheteur.
12. L’évaluation de la juste valeur marchande est inexacte.
13. Des particuliers et autres personnes ont investi dans des projets de copropriétés hôtelières sans en comprendre toutes les modalités et tous les effets sur le plan de la TPS et de la TVQ.
14. Des RTI sont réclamés par une grande entreprise à l’égard d’intrants qui ne donnent pas droit à ces remboursements.
15. Les restrictions à l’égard des frais de repas et de divertissement sont mal appliquées.

#### **Renseignements nécessaires à une demande de CTI-RTI**

#### Les informations requises varient selon l’importance des intrants[[2]](#footnote-3) :

|  | **Vente totale inférieure à 150 $** | **Vente totale de 150 $ à 500 $** | **Vente totale supérieure à 500 $** |
| --- | --- | --- | --- |
| * Le nom du fournisseur, son nom commercial ou celui de son intermédiaire
 | X | X | X |
| * La date à laquelle la TPS et la TVQ ont été payées ou sont payables
 | X | X | X |
| * Le montant total à payer ou payable
 | X | X | X |
| * Une indication des intrants assujettis à la TPS et à la TVQ et le montant total des taxes facturées ou un énoncé indiquant que les prix comprennent les taxes
 | XTVQ seulement | X | X |
| * Les numéros d’inscription du fournisseur aux fins de la TPS et de la TVQ, ou ceux de son intermédiaire
 |  | X | X |
| * Le nom de l’acheteur ou sa raison sociale, le nom du mandataire ou de son représentant autorisé
 |  |  | X |
| * Les modalités de paiement (au comptant ou à crédit)
 |  |  | X |
| * Une description suffisante pour identifier chaque fourniture
 | XTVQ seulement | XTVQ seulement | X |

1. La vente de l’habitation a été faite, taxes comprises (TPS-TVQ) et en tenant compte des remboursements pour habitation neuve offerts. [↑](#footnote-ref-2)
2. Les limites indiquées aux chiffres de ventes dans le tableau ont été modifiées à la suite du budget fédéral 2021 et sont en vigueur depuis le 20 avril 2021. Auparavant, elles étaient respectivement de : inférieur à 30 $, de 30 $ à 150 $, et supérieur à 150 $. [↑](#footnote-ref-3)